

# LA CRISE DANS LE BATIMENT

## 2 fois moins d'autorisations de constructions de logements en 1977 par rapport à 1976

### 65 seulement ont été construits par la SIDR contre 885 en 1976

Deux fois moins d'autorisations de construction de logements de mars 1977 à février 1978 par rapport aux douze mois précédents ; 25% de logements terminés de moins pour la même période : voilà qui est l'illustration de la grave crise qui sévit dans le bâtiment et qui s'est considérablement aggravée durant toute l'année dernière.

Dès lors, que se passera-t-il pour l'année 1978 ?

L'on ne peut qu'être encore plus inquiet.

D'abord, parce que le mouvement ne s'est arrêté, bien au contraire. La vague de licenciements dans les entreprises du bâtiment s'est poursuivie durant ces cinq premiers mois de 1978. 517 licenciements à la SGTE, une cinquantaine chez Apavou ; également aux entreprises Réunionnaises, etc. Sans compter les quelque 150 travailleurs touchés par le dépôt de bilan de l'entreprise Irrabayé.

Depuis le 1er janvier de cette année, un bon millier de travailleurs, sinon plus, ont été débauchés dans le seul secteur du bâtiment.

Ensuite, parce que tout

le monde a entendu le chef du gouvernement français, Raymond Barre, réaffirmer sa volonté de poursuivre la politique d'austérité, « d'assainissement », comme ils disent, mais sur le dos des travailleurs.

\*\*\*

Nous publions ci-contre les chiffres concernant la construction à la Réunion donnés par l'INSEE dans ses « informations rapides » du mois d'avril 1978.

Ils sont particulièrement révélateurs de la gravité de la crise.

D'une période sur l'autre, le nombre de logements dont la construction était autorisée est passée de 4 076 en 1976 à 1 006 seulement en 1977 ; soit une diminution d'un peu plus de 50% ; Le montant de ces travaux a lui également chuté de près de 50%, passant de 350,764 millions à 194,630 millions seulement. Soit plus de 150 millions de travaux de moins d'une année par rapport à l'autre.

Quant aux logements terminés, ils sont en diminution de près de 25% d'une année à l'autre ; leur nom-

	De mars 1976 à Février 1977	De mars 1977 à Février 1978	DIFFERENCE	
			En nombre	En %
Logements autorisés	4 076	2 006	- 2 070	- 50,8%
Montant des travaux (1)	350,764	194,125	- 156,639	- 44,6%
Logements mis en chantier	2 483	2 061	- 422	- 17 %
Logements terminés	3 331	2 510	- 321	- 24,6%
DONT				
* PARTICULIERS	465	472	plus 7	plus 1,5%
* SIDR	885	65	- 820	- 92,6%
* SHLMR	1 301	1 189	- 112	- 8,6%
* SATEC	361	280	- 80	- 22,3%
* CRCA	264	449	plus 185	plus 70,1%
AUTRES	55	55	inch.	inch.

(1) En millions de francs.

bre passant de 3 331 à 2 510 ; (soit 821 de moins (encore qu'il convient de souligner que dans ce chiffre de 2 510 logements terminés durant

la période de mars 1977 à février 1978, il y a les rapports des constructions commencées durant la période précédente et qui se sont

terminées en 1977. La même remarque étant valable pour la période précédente).

C'était là un premier point : moins de construc-

tions, moins de travail, plus de licenciements.

L'examen de la répartition des logements réalisés faite par l'INSEE est tout aussi révélateur.

On s'aperçoit que les constructions particulières ont légèrement progressé d'une année à l'autre (7 de plus) ; que le nombre de constructions réalisées par l'intermédiaire de la Caisse Régionale de Crédit Agricole (CRCA) est également en augmentation.

Par contre, le nombre de constructions réalisées par les sociétés immobilières, la SIDR, la SHLMR et la SATEC, sont en diminution : 80 de moins pour la SATEC (22,2% de moins) ; 112 de moins pour la SHLMR (8,6% de moins). La SIDR, quant à elle, ayant construit 820 logements de moins qu'en 1976.

Or, ce sont des sociétés, notamment la SIDR qui fonctionnent avec des crédits publics ; ce qui veut dire que si elles construisent autant de logements de moins d'une année à l'autre, c'est bien faute de crédits. C'est là la conséquence directe de la politique de restriction... que l'on continue aujourd'hui.

# LA CRISE DE L'AGRICULTURE

## Moins de sucre, moins de rhum et d'alcool, moins de géranium, moins de vétyver, moins de vanille, moins de tabac, etc... en 1977 qu'en 1976

### Le débat

(suite de la page 1)

pour le seul premier trimestre il y a déjà eu près d'un millier. Ne parlons pas des autres choses : c'est pire.

Pour notre peuple, dans sa grande majorité, le débat pour la survie est à l'ordre du jour, constamment et partout.

Mais que l'on ne s'y trompe pas : dans le cadre étiqué où veulent nous confiner ceux qui nous gouvernent, les solutions à nos problèmes ne sont pas à la veille d'être mises en œuvre. Raymond Barre vient de le redire : il ne fera pas de cadeau aux « canards

boiteux ». L'économie française en est encombrée mais il saura, lui, les en extirper. Le message est clair pour celui-là qui veut bien écouter.

C'est dans des conditions de crise aggravée que nous affrontons le reste de l'année 1978. Mais déjà se profile l'horizon 80, avec la libre concurrence dans un marché européen, où bon nombre laisseront encore des plumes.

Le vrai débat, il est là. Il est de plus en plus crucial. Quand l'acceptera-t-on, sans fausse-donne et dans le cadre d'une réelle démocratie ? Alors chacun de nous y participera et le peuple y aura gagné.

Moins de logements construits en 1977, mais également moins de sucre, moins de rhum et moins d'alcool produit ; moins d'essence de géranium, moins de vanille, moins de vétyver, etc. C'est ce qui ressort des informations statistiques rapides de l'INSEE du mois d'avril. C'est là encore l'illustration de la crise.

Nous reproduisons ci-contre les informations données par l'INSEE.

A en croire toute la propagande faite à l'époque, tous les records allaient être battus avec la campagne sucrière de 1977 : les records de bavarages, le furent sans conteste. Il suffit de se rappeler les déclarations tapageuses d'Olivier Stirn, à quelques semaines de la fin de la coupe.

Les résultats, on les voit, dans ce tableau.

Par conséquent, moins de constructions, moins de travail et par conséquent moins d'argent pour les travailleurs du bâtiment ; production en baisse, moins d'argent pour

les planteurs, cela se traduit par ce qu'on a vu lors de la dernière session du Conseil général, une augmentation de l'assistance dans notre pays.

L'on comprend mieux, dès lors, le mot d'ordre des planteurs et des travailleurs : « Planteurs, oui ; assistés, non » ; « travailleurs, oui ; assistés, non ».

	Campagne 1976	Campagne 1977	Différence
Sucre	249 950 t	249 003 t	- 947 t
Rhum et Alcools	78 334 hl	73 107 hl	- 5 227 hl
Tabac	127,4 t	120,1 t	- 7,3 t
	Mars 1976 à Février 77	Mars 1977 à Février 78	Différence
Géranium	79,536 t	51,853 t	- 27,683 t
Vétyver	24,657 t	23,238 t	- 1,419 t
Vanille	105,330 t	54,798 t	- 50,541 t